

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-  
Garonne  
Cité Administrative  
Bât. A  
24016 Périgueux

Périgueux, le 02/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**MURET DV GROUP**

RD 45

Zone artisanale de Pré de Fit  
24380 Vergt

Références : DD/UbD24-47/037/2026

Code AIOT : 0005213261

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2026 dans l'établissement MURET DV GROUP implanté RD 45 Zone artisanale de Pré de Fit 24380 Vergt. L'inspection a été annoncée le 16/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MURET DV GROUP
- RD 45 Zone artisanale de Pré de Fit 24380 Vergt
- Code AIOT : 0005213261
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MURET DV GROUP exploite sur la commune de Vergt une centrale d'enrobage à chaud de matériaux routiers.

L'activité d'enrobage à chaud est exploitée sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation PELREG 2016-05-15 du 27 mai 2016 pour la rubrique 2521 de la nomenclature des ICPE.

#### Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité ( FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Demande d'action corrective	1 mois
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.9-I	Demande d'action corrective	2 mois
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 3.3	Demande d'action corrective	1 mois
6	Vérifications périodiques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.12 I	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.9-II	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a réalisé une inspection du site sur des thématiques liées à l'action régionale concernant le stockage et l'utilisation des produits chimiques. Cette dernière a permis de relever

des améliorations à réaliser concernant l'actualisation des Fiches de Données de Sécurité, l'état des stocks et la rétention.

Les interlocuteurs rencontrés sur le site connaissent les risques et les mesures à mettre en oeuvre en cas d'incident.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Fiche de données de sécurité ( FDS)

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.  Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<b>Constats :</b>  L'inspection s'est déroulée en présence du chef de la centrale d'enrobé et du conducteur d'engin. Ils ont présenté à l'inspection un classeur comportant, entre autre, les fiches de données de sécurité des bitumes routier 35/50. Le bitume est fourni par différents fournisseurs: TOTAL ou SHELL. L'inspection a constaté qu'il y a une fiche de sécurité pour chaque fournisseur. La FDS transmise par TOTAL est datée de 2016. Sur le document, il est indiqué qu'une nouvelle FDS a été demandée en 2025. Celle transmise par SHELL était datée de 2023.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra s'assurer que les FDS en sa possession soient à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<b>Prescription contrôlée :</b>

Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, le responsable de la centrale ainsi que le conducteur d'engin ont été interrogés sur les moyens d'extinction incendie disponibles. Leurs réponses étaient conformes aux données présentes dans la FDS.</p> <p>A proximité de la cuve de bitume, l'inspection a noté la présence d'un extincteur à poudre, ainsi qu'un combiné douche et fontaine de lavage pour les yeux.</p> <p>Des EPI (gants, masque) sont mis à la disposition du personnel.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.9-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La cuve de bitume est une cuve de 60 tonnes.</p> <p>D'après le plan des installations présenté lors de la visite, les caractéristiques de la rétention sont de:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Dimension: 16.70 x 4.30 m extérieur / 16.30 x 3.90 m intérieur</li> <li>• Hauteur de confinement 1.03 m</li> <li>• Volume de confinement: 65.50 m3</li> </ul> <p>La cuve est dans une rétention maçonnée.</p> <p>Pendant la visite, l'inspection a constaté la présence d'un trou traversant dans la rétention au niveau de la douche et fontaine oculaire.</p> <p>Lors d'un remplacement de la cuve, une partie de la rétention a été démontée puis réassemblée.</p> <p>L'inspection a révélé les non-conformités suivantes :</p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Jointoiement incomplet (joints non finalisés).</li> <li>• Dégradation des parpaings (arêtes ébréchées ou effritées).</li> <li>• Conséquence : l'étanchéité de la rétention n'est plus garantie, ce qui expose à un risque de fuite ou de pollution.</li> </ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant rend la rétention étanche de la cuve de bitume.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.9-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
<b>Constats :</b>  L'inspection n'a pas constaté la présence de produits incompatibles avec le bitume dans la rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne dispose pas de logiciel indiquant le volume des produits dangereux présents sur le site. Pour connaître le volume présent, la cuve de bitume est équipée d'une jauge et d'un compteur. Sinon, l'exploitant peut déterminer le volume restant en retranchant le volume utilisé dans les formulations du volume maximum que peut contenir la cuve. Le jour de l'inspection, la cuve était vide. L'installation était en maintenance.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant mettra en place un registre indiquant le volume restant dans la cuve bitume.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : Vérifications périodiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.12 I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place.
<b>Constats :</b>  En vérifiant l'extincteur n°73 situé au niveau de la rétention de la cuve de Bitume, l'inspection a noté que le dernier contrôle période de l'appareil datait de février 2025. L'extincteur est installé dans un coffret dont l'accès a été entravé par la présence de gravillons obstruant partiellement l'ouverture de la porte.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant s'assurera que l'extincteur est facilement accessible et que l'accès ne soit pas entravé par des gravillons.  Il devra également réaliser le contrôle périodique des moyens de défense incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois